

# Finances publiques. Des inquiétudes

J.L.B

Les syndicats ont boycotté, hier à Quimper, le comité technique des Finances publiques. Ils dénoncent une coupe claire dans les effectifs et le projet de fermeture de quatre nouvelles trésoreries.

*En l'espace de dix ans, les finances publiques ont perdu entre 350 et 400 agents dans le Finistère, selon les syndicats.*

Les organisations syndicales ont refusé de siéger au comité technique des Finances publiques du Finistère, hier matin. L'action avait d'abord valeur de symbole. Elle visait à dénoncer la nouvelle vague de suppressions de postes imposée à l'administration fiscale par le gouvernement. Sur les 1.600 postes concernés à l'échelle nationale, Bercy demande au Finistère d'en rendre 21. « Les missions deviennent difficiles à remplir », alarment les quatre organisations syndicales (FO, Solidaires, CGT et CFDT), unies face à leur direction. En l'espace de dix ans, elles estiment entre 350 et 400 le nombre de postes d'agents supprimés dans le



Photo J. L. B

département (300 selon leur direction).

Une inquiétude qui avait mobilisé, toujours de source syndicale, la moitié des 1.100 agents des finances publiques, le 10 octobre dernier, à l'annonce du projet de loi de finances et face à « un risque de privatisation du service public ».

## Souffrance au travail

Reportée à jeudi matin, la réunion manquée d'hier pourrait à nouveau être largement boudée. « Le dialogue social arrive à une impasse », commente un délégué syndical CGT. Hier, seule Force ouvrière avait pris la décision de siéger, soucieux « d'in-

tervenir dans le choix de la direction départementale sur la localisation des suppressions de postes », à défaut d'avoir un mot à dire sur le nombre de suppressions d'emplois. Une volonté syndicale expliquée par la souffrance grandissante au travail des agents que dénoncent les organisations syndicales.

Catherine Brigant, la directrice départementale, dit en avoir conscience : « Il s'agit de l'une de nos préoccupations majeures ». « Nous tiendrons compte des services qui pourraient, de cette façon, être fragilisés dans la localisation des décisions », assure-t-elle.

## Quatre nouvelles trésoreries menacées

Des suppressions de postes qui, pour les représentants syndicaux, pourraient également venir fragiliser un peu plus le maillage territorial des trésoreries mis à mal d'année en année.

Lannilis, Lanmeur, Rosporden et Daoulas devraient ainsi s'ajouter à la longue liste des fermetures, au 1<sup>er</sup> janvier prochain. Un choix défendu par Catherine Brigant, sans rapport, selon elle, avec la réduction des effectifs. « Il s'agit de mettre en place une organisation en phase avec le schéma départemental de coopération intercommunale ». Elle en veut pour preuve la fermeture, au 1<sup>er</sup> janvier prochain, des trésoreries de Brest banlieue, à Guipavas, et de Pleyben.